

le dit Gonet non ordonnateur testamentaire en chef et l'exécuteur de ses dernières volontés, qui sont expressées et sans réclamations : voilà la chose.

Quand il eut achevé d'écrire cet acte suprême, le gourgand le lut, n'y fit aucun changement, plia le papier en quatre, le mit sous une enveloppe, le scella de plusieurs pains à cacheter noirs, puis écrivit dessus :

" Ceci est mon testament pour être remis spontanément après mon décès à M. Gnet, notaire à Meuney."

Puis il se leva et se promena par la chambre ; car cette besogne l'avait tellement fatigué, que la sueur ruisselait sur son front ; alors de douloureuses pensées vinrent étreindre son âme, mais il les repoussa en se disant à lui-même : " Allons, tais-toi, Magloire, et ne gémiss pas !... tu ne dois pas te plaindre de ton sort en songeant à ce que ton honore colonel a souffert de son vivant. Qu'est-ce que sont tes dérangements à côté des siens ? Fais comme lui, sois calme et résigné jusqu'au bout de la chose, silence dans les rangs, Magloire !... l'Empereur Napoléon est mort à Sainte-Hélène, abandonné, trahi, vexé au superlatif, et totalement privé de sa famille, de consolations et de médicaments, voilà la chose." Puis il descendit et alla retrouver sa femme et sa fille.

Vers les six heures du soir, le sergent endossa son ancien capot de soldat, mit son sabre d'uniforme pardessus, se coiffa de son plus frais bonnet de police, et, après avoir allumé sa pipe, s'apprêta à partir.

— Où vas-tu donc ainsi accouru, Magloire ? lui demanda sa femme.

— A l'assemblée des marguilliers, mes collègues, lui répondit celui-ci.

— Mais, mon père objecta Euphrasie, à quoi bon votre angoisse pour aller chez M. le curé.

— Ce n'est pas pour aller, mais c'est pour revenir, répondit simplement le gourgand. On dit que dans le pays il y a des malheurs...

— Et, lançant sur sa femme et sur sa fille un regard significatif, il ajouta : — Je ne vois pas le mal qu'il y aurait à se méfier desdits malheurs...

Il n'ajouta pas un mot et sortit.

Habitué à ne jamais faire de réflexions, les deux femmes n'avaient point répliqué ; mais dès que le gourgand se fut éloigné :

— C'est singulier comme ton père a eu l'air préoccupé aujourd'hui, dit Lucienne à sa fille, y as-tu fait attention ?

— Certainement, maman, répondit la jeune fille ; et ce que vous n'avez pas remarqué sans doute, c'est que, durant le dîner, mon père m'a regardé avec des yeux plus tendres qu'à l'ordinaire...

— Il y a quelque chose là-dessous. Euphrasie, si tu n'en crois, nous irons à la tombée de la nuit rôder aux environs sans faire semblant de rien ; ton père a peut-être des chagrins qu'il ne m'a pas confiés.

Et les deux femmes s'étaient mises à travailler en silence, et comme de coutume. L'une, en songeant à son mari, " qui, disait-elle, avait martel en tête !"; l'autre, en rêvant à son amant, qu'un pressentiment secret lui faisait craindre de perdre pour jamais.

EMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE.

(A continuer.)

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.—Le vote sur la seconde lecture des céréales à la Chambre des lords avait excité à ce point l'attention publique, que, bien qu'il fût près de trois heures du matin, presque tout Londres était sur pied pour en connaître le résultat.

Un grand nombre de dames, dit le Globe, avaient voulu assister ; parmi elles on remarquait la duchesse de Bruchelch, la comtesse du Wilton, la comtesse d'Essex, la vicomtesse Canning et lady Adelaide Paget. Des diplomates étrangers étaient présents, et parmi les membres de la chambre des communes présents se trouvait le vicomte Morpeth, l'honorable Rice Trevor, M. Bankes. Le duc de Wellington avait ordonné que son cheval lui fut amené à quatre heures. Sa voiture, qui avait attendu toute la nuit, était partie. Au moment où le duc mettait le pied dans l'écurie pour rentrer dans son hôtel, la foule l'entoura et fit entendre des acclamations ; une femme d'un extérieur distingué s'écria avec force : Dieu vous bénisse, milords ! Le noble duc reconnut à la foule de ne plus applaudir, disant avec le ton de commandement qui lui est familier : " Au nom de Dieu, messieurs, laissez-moi monter à cheval." L'animal se cabrait en entendant tout ce bruit. Le duc étant monté à cheval prit avec une certaine vitesse la direction de Saint-James-Park.

Le 5 de ce mois, à neuf heures et demie, Ibrahim-Pacha et sa suite, accompagné du capitaine Goubin, du Gomer, a débarqué à l'escadrier royal dans le bassin de Portsmouth. Il a été reçu par l'amiral sir Charles Ogilby et les officiers du port, ainsi que par le gouverneur sir Hercules Pakenham. L'amiral a emmené le pacha à l'hôtel de l'Amirauté. Il aussitôt envoyé à l'hôtel George l'ordre de disposer des appartements pour S. A., et à dix heures les voitures de l'amiral ont conduit Ibrahim et sa suite à la résidence qu'on avait préparée. En débarquant, S. A. a trouvé le major Collingwood-Dickson, de l'artillerie royale, qui a été chargé par lord Aberdeen de remplir auprès de lui les fonctions d'écuyer pendant son séjour en Angleterre. Le major Dickson parle parfaitement l'Arabe.

AUTRICHE.—L'Autriche vient de conclure avec le royaume des Deux-Siciles une convention relative à l'extradition de tous les individus coupables de tout crime que le code autrichien qualifie crime (verbrechen) et le code napolitain misfatto. Dans cette catégorie sont nécessairement compris les crimes politiques.

BAVIÈRE.—Le comte de Bray, nommé ministre des affaires étrangères, sera, dit-on, remplacé comme ambassadeur à Saint-Petersbourg par le baron de Perglass, gendre de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. le baron de Gisé.

Le ministère vient de tomber. Tous les membres du cabinet, excepté le ministre de l'intérieur, M. Abel ont reçu leur démission. Le chef du cabinet, ministre des affaires étrangères, baron de Gisé, passe sur la liste des fonctionnaires en retraite. Le ministre des finances, comte Charles de Seinsheim, se retire dans ses terres. Le ministre de la justice, baron de Schenk, cède sa place à son fils, qui a été président de régence dans la Bavière rhénane. Le baron Herman de Hoerback, président de la haute Bavière, prend sa retraite. Les ministres démissionnaires sont remplacés par de jeunes conseillers professant pour la plupart des idées libérales.

BELGIQUE.—La jeune femme de l'héroïque Edouard Dembowski, qui tient toujours la campagne dans les Karpathes, est arrivée à Bruxelles avec ses trois enfants. Cette dame fut la Prusse et se rend en France, où elle trouvera sans doute l'accueil dont elle est aussi digne par son courageux dévouement que par l'admirable vaillance de son mari.

ÉTATS-ROMAINS.—Une sourde agitation règne dans les États-Romains et surtout dans les légations. Cette agitation est entretenue par une foule de brochures et d'écrits politiques répandus en très-grand nombre dans le pays, malgré les précautions que prennent les autorités romaines pour en empêcher la circulation. Dans la nuit du 20 mai, un assassinat, qui a tout-à-fait un caractère politique, a été commis à Bologne. Le lieutenant-colonel Allegri, des chasseurs à cheval, membre de la commission qui a jugé en dernier ressort les prévenus dans les affaires de Rimini, a été frappé de plusieurs coups de poignard par des assassins masqués. Ses blessures sont graves, mais il paraît qu'elles ne sont pas mortelles. Aucun de ces assassins n'a pu être encore arrêté.

HESSÉ.—On écrit des bords de Hombourg : " Le prince Frédéric de Hesse, ex-gouverneur de Luxembourg, le lieutenant-général de Brunneck ; M. de Schipoff, colonel des gardes, aide-camp du grand-duc Michel ; lord Gainabourough, pair d'Angleterre, viennent d'arriver ici pour y faire la cure des eaux minérales."

HOLLANDE.—Le roi a quitté le 27 mai, La Haye, pour se rendre par Dusseldorf à Weimar. Le voyage n'a été retardé de quelques jours que parce que le roi a voulu, avant son départ, signer le traité commercial avec la Belgique. De Weimar, S. M. compte faire une excursion dans ses biens en Silésie, et être de retour ici vers la fin de juin.

PORTUGAL.—Le 20 mai, le ministère Palmella s'est constitué définitivement. Le duc de Terceira et M. Tojal n'en font plus partie. Voici sa composition : le duc de Palmella, président du conseil, ministre des finances ; M. Mousinho de Albuquerque, ministre de l'intérieur ; M. de Souza, ministre de la justice et des cultes ; le marquis de Saldanha, ministre de la guerre ; M. Loureiro, ministre de la marine ; le comte de Lavradio, ministre des affaires étrangères. Tous ces personnages sont chartistes, mais ennemis personnels des Cabral. Le comte de Lavradio fut partie de la minorité de la chambre des pairs.

PRUSSE.—On écrit de Posen, le 21 mai : " Les transfuges polonais qui se sont réfugiés ici pendant la période écoulée entre l'expiration et le renouvellement du traité prusso-russe relatif à l'extradition réciproque des débiteurs, viennent de recevoir l'ordre de quitter le grand-duché de Posen et de faire choix d'un domicile dans une autre province de la monarchie prussienne."

—La ville de Coblenz a failli être affamée par une coalition de boulangers qui, ne voulant pas se soumettre à la taxe imposée, refusaient de pétrir et de vendre. Des attroupements se sont formés et menaçaient d'attaquer leurs boutiques, quand la police a détourné l'orage en forçant les boulangers à vendre leur pain comme par le passé.

SARDAGNE.—Une lettre de Turin porte que M. Della Margarita, ministre des affaires étrangères, sera remplacé par M. le comte Alferidi Sostegno, homme éclairé et libéral. M. Della Margarita est dit-on destiné à l'ambassade de Saint-Petersbourg.

SUÈDE.—Le conronnement du roi Oscar 1er et de la reine Eugénie, comme roi et reine de Norvège, vient d'être fixé au 15 octobre prochain. On s'occupe déjà des préparatifs de cette solennité, pour laquelle le storting sera convoqué extraordinairement.

SUISSE.—En Suisse, la Rhône, gonflé par une multitude de torrents que les dernières pluies avaient grossis, a causé des ravages. Dans le Haut-Valais, six granges du village de Tremen ont été emportées par le flouze. Aux bords de Brique, le lit du Rhône suivait une ligne courbe qu'il s'agissait de corriger pour le rejeter au pied du mont et lui tracer ainsi une ligne directe. Le Rhône a exécuté de lui-même cette correction, en se frayant un passage en droite ligne. Dans l'entre-mont, il y a eu de nombreux bouleversements de terre, des formations de ravins. Des moulins et des granges ont été emportés par les eaux en

divers endroits, ainsi qu'un pont en pierre sur la route du Saint-Bernard.

REVUE DE PARIS.

16 Juin, 1846.

Paris, en ce moment, voit encore une fois un spectacle qui, bientôt, s'effacera de la scène du monde et tombera dans le néant des choses abolies, des vieux usages passés de mode et tués par le progrès. L'heure du départ a sonné, le signal des voyages a retenti, une chaleur extrême fait fondre la résistance des retardataires ; on s'en va : une multitude de déserteurs partent en même temps, et, à voir cette émigration si subite et si nombreuse, on dirait que la ville est menacée de quelque catastrophe.

Les flâneurs, ceux qui restent et qui regardent, voient défilér, tout le long de la journée, un fringant cortège de chaises de poste. C'est là ce spectacle dont nous n'aurons plus qu'un bien petit nombre de représentations. La chaise de poste périclit ; les fous des postillons exhalent leurs derniers claquemets, les chevaux de relais n'auront bientôt plus qu'à se croiser les jambes ; et c'est dommage, en vérité, car c'était là une charmante façon de voyager. On allait vite, mais sans exagération. Le voyageur partait à son heure et s'arrêtait quand il le voulait ; en un mot, il était toujours en possession de lui-même et maître d'agir dans le plein exercice de sa volonté. Et puis, c'était quelque chose d'agréable à voir, qu'une chaise de poste emporcée par quatre chevaux rapides, le postillon en selle, les maîtres mollement assis sur les coussins de la berline ; et sur le siège domestique avec sa casquette galonnée et la femme de chambre avec son chapeau de paille dont le voile vert flottait au vent. " Voilà des gens heureux !" disaient les badauds, sans songer que peut-être ces voyageurs envieux s'étaient mis en route pour fuir des ennuis, des soucis et des chagrins qui voyageaient avec eux.

Maintenant, au lieu de la chaise de poste, nous ne verrons plus passer à travers la ville que l'omnibus du chemin de fer, roulant son monde à l'embarcadere. Encore deux ou trois ans, et les chemins de fer seront partout ; on ne se transportera plus d'un lieu à un autre que par cette voie, dont l'art des ingénieurs s'applique sans cesse à multiplier la foudroyante rapidité. Déjà on a découvert et on va appliquer aux voies de fer un procédé qui donne trente lieues à l'heure. Il est probable qu'on ne s'en tiendra pas à ce progrès, dont le résultat est pourtant fort honnête. La science n'aura dit son dernier mot que lorsque la vapeur aura obtenu les propriétés et les effets de la poudre. Alors il en sera d'un convoi de chemin de fer comme d'une batterie de canons. On charge, on met le feu, le coup part, et les voyageurs frappent le but. Ce sera magnifique. Mais malgré tous les avantages de cette locomotion, bien des gens auront le mauvais goût de regretter les chaises de poste et même les diligences.

Voyant partir tant de monde, Ibrahim-Pacha s'est mis à suivre la foule ; il nous a quittés pour aller visiter Londres. Encore un prétexte à la reine Victoria pour ne pas venir à Paris cet été, car elle compte retenir son glorieux hôte pendant deux ou trois mois, et le promener dans ses trois royaumes. Ibrahim s'est montré fort satisfait de son séjour parmi nous, qui produisit sans doute d'heureux résultats, car la France possède un chaud partisan auprès du fils du vice-roi d'Egypte : c'est Soliman-Pacha, un de nos compatriotes, un soldat de l'empire.

Soliman-Pacha est un Lyonnais qui a renouvelé à peu de choses près les aventures du fameux comte de Bonneval. Son véritable nom est Séves. Ancien officier des armées impériales, mis à la demi-solde par la restauration, il se fit cultivateur dans la plaine de Grenelle. Un jour, la garde royale étant venue manœuvrer de ce côté, foula son champ et gâta sa récolte. Séves en conçut tant de mauvaise humeur qu'il s'ex-patria. On lui avait dit que Méhémet-Ali était en train d'organiser une armée dans le système des grandes nations européennes ; il alla le trouver et lui offrit ses services. Méhémet le chargea d'instruire quelques troupes, qui le reçurent fort mal ; ses élèves, pendant l'exercice, glissaient dans leur fusils des balles qui plus d'une fois sillèrent à l'oreille de l'instructeur. Séves accueilli d'abord ces démonstrations avec beaucoup de sang-froid ; mais, voyant que les élèves faisaient des progrès et que les balles pouvaient finir par l'atteindre, il proposa d'échanger un coup de sabre avec tous ceux qui lui en voulaient. La proposition fut trouvée de bon goût, et après une douzaine de coups de sabre vigoureusement appliqués par l'officier français, les Egyptiens passèrent de l'hostilité aux sentiments de l'estime, du respect et de l'affection. Séves introduisit la discipline dans l'armée et forma des troupes dont Napoléon eût été content. Méhémet le récompensa en l'élevant aux plus hautes dignités militaires et en le créant pacha, après qu'il eut accompli la légère formalité d'abjurer le christianisme et de se faire mahométan.

On ne saurait se figurer combien l'Orient compte de Français qui se sont établis sous son beau ciel et qui ont embrassé l'islamisme avec ses pompes et ses œuvres ses narguilis et ses odalisques. Les Parisiens surtout sont fort enclins à prendre le turban. Il y a en ce moment au Caire trois ou quatre ex-agents de change déconfits à la bourse de Paris, et qui, dédaignant la routine de l'émigration à Bruxelles, sont allés refaire leur fortune au trafic des caravanes. Alexandre est le refuge de plusieurs hommes de lettres incompétents et méconnus par leurs concitoyens et qui ont apporté à l'Orient le bienfait du roman et du feuilleton. L'Égypte possède, on le sait, toute une colonie de saint-simoniens, transfuges de Menilmontant, heureux de retrouver chez les naturels du pays le costume pito

resque auquel les bourgeois de la rue Saint-Denis n'avaient pas voulu s'accoutumer. Quelques gentilshommes maltraités par le jeu sont allés enseigner le lansquenat au pays des Pharaons. Nos comédiens en congé iront incessamment donner des représentations dans la capitale de Méhémet-Ali ; ils retrouveront là un ancien directeur de l'Académie royale de musique, le prédécesseur de M. Véron, M. Luthet, qui, après avoir eu entre les mains la partition de Robert-le-Diable, dont il ne comprenait pas la valeur, a désespéré de la fortune de l'Opéra, et s'est transporté en Égypte, où il est parvenu à la haute position de chef des bostostangis.

Un grand nombre de peintres ont cherché à faire le portrait d'Ibrahim. C'était à qui serait officiellement chargé de cette mission artistique, et Dieu sait combien de moyens et d'expédients ont été employés pour faire poser l'illustre pacha. Ibrahim ne pouvait sortir de ses appartements sans rencontrer trois ou quatre chevaux plantés sur son passage. Un des peintres solliciteurs avait même imaginé de se mettre à l'œuvre et de représenter sur sa toile la bataille de Nézib ; le tableau était complet et terminé, et ce n'est la figure du principal personnage, qui était restée à l'état d'ébauche. Le pacha passa plusieurs fois sans y faire la moindre attention devant cet ouvrage qui sollicitait de lui deux ou trois séances. On avait dit aux portraitistes que la religion des Orientaux leur défendait de se laisser reproduire par des images, mais cette loi musulmane ne décourageait pas les artistes parisiens, bien persuadés qu'elle ne pouvait atteindre les pachas en pays étranger. Chaque matin, donc, une douzaine de peintres stationnaient vaillamment dans le salon d'attente de l'Elysée-Bourbon, et ce fut une grande émotion parmi eux, lorsqu'un jour ils entendirent un des gens de service dire à haute voix : " Son Altesse se sortira pas ce matin ; le pacha va donner séance pour son portrait."

— Quel est celui de nous qu'il a choisi ? se demandaient les solliciteurs ; et ils se lançaient des regards de concurrents farouches. Mais leur incertitude cessa bientôt : une voiture entra dans la cour, une dame en descendit, un aide de camp lui offrit le bras, et les peintres déconcertés dans leur espoir reconnurent Mme de Michel, qui traversa le salon d'attente et fut introduite auprès d'Ibrahim. Le pacha ne pouvait choisir un talent plus accompli ; plein de déférence pour l'illustre artiste qui avait bien voulu se charger de faire son portrait, il a donné autant de séances que Mme de Michel en a demandé. Le miniature, qui est un chef-d'œuvre, a été entourée de diamants et offerte comme un souvenir et un remerciement à la royale hospitalité des Tuileries.

Un des hommes les plus connus de Paris, et les plus répandus, principalement dans le monde dramatique, M. Perpignan, inspecteur général des théâtres, vient de mourir dans la maison de santé du docteur Blanche, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Cet événement a produit une assez vive sensation dans les coulisses et ailleurs. Perpignan était une des encyclopédies parisiennes, une physiognomie sérieuse par son originalité, et, dans un certain genre, un type saillant et remarquable. Il était vieux au compte des années, mais jeune d'esprit et de caractère. On pouvait dire de lui qu'il était le contemporain de tout le monde : des vieillards par son âge, des jeunes gens par son humeur active et enjouée. Il avait été mêlé à tout ce qui s'est fait à Paris depuis soixante ans ; il avait assisté aux scènes terribles de la révolution, qui ruina sa famille ; il avait fait en amateur plutôt qu'en soldat quelques-unes des campagnes de l'empire. Après un riche mariage, une séparation de corps et de biens le rejeta dans une position précaire qu'il soutint gaîment et avec l'aide de ses nombreux amis. Joyeux compagnon, homme d'esprit, fécond en bon mots et en vives saillies, il s'est trouvé en relations avec nombre de gens qui lui étaient supérieurs par le rang et par le mérite, mais qui l'admettaient dans leur familiarité, pour l'amusement qu'il y apportait. Il avait des camarades dans tous les partis à l'époque où la différence des opinions politiques élevait une barrière que les plus intrépides osaient rarement franchir. On a souvent répété les bons mots de Perpignan : aujourd'hui que l'auteur n'est plus, on le cite de nouveau pour rendre hommage à sa mémoire.

Un jour se trouvant au café des Variétés, qui était alors le rendez-vous des beaux esprits du temps, on causa d'un duel qui avait eu lieu le matin entre deux habitués de ce club littéraire. L'un des combattants avait reçu une balle en pleine ceinture ; mais le projectile meurtrier s'était aplati sur une pièce de cinq francs située dans la poche du gilet, et l'homme si merveilleusement atteints en avait été quitte pour une contusion.

— A sa place, j'aurais été tué, dit Perpignan en frappant sur son gousset vide et flasque. Et il ajouta : — Décidément mes moyens ne me permettent pas d'être brave ; et je vous en avais, messieurs, s'ils prend à quelqu'un de vous la fantaisie de se battre avec moi, il vaudrait bien attendre que je sois devenu riche.

— Bah ! dit un des assistants, si c'était moi je vous prêterais une pièce de cinq francs, et vous n'auriez plus de prétexte pour refuser le combat.

— Au contraire, reprit Perpignan, car si vous me prêterez cent sous, vous me rendriez service, et alors la délicatesse me défendrait d'attenter à la vie d'un bienfaiteur.

C'est lui qui un jour disait à un garçon de café qui le servait de travers :

— Mon ami, vous devriez-vous marier.

— Pourquoi cela, monsieur ?

— Parce que vous n'entendez rien à l'état de garçon.

Perpignan avait fait partie de l'administration du Mirail, petit journal qui eut une grande vogue, il y a vingt-cinq ans, et depuis ce temps-là, il appelait Arnaut, Étienne, M. de Jouy et M. Jay, ses chers collaborateurs. Son bagage littéraire se composait d'un vaudeville intitulé le

"Nouvel habitant de la Guadeloupe," qu'il avait fait en nombreuse société. L'ouvrage avait pour auteurs, avec Perpignan, une de nos femmes de lettres les plus distinguées, et trois hommes d'esprit qui sont devenus, l'un, professeur à l'école de droit ; l'autre conseiller à la cour royale de Paris, et le troisième, député. "Le nouvel habitant" joué au Gymnase, n'atteignit pas la fin de sa première représentation, le rideau tomba vers le milieu de la pièce. Perpignan supporta cette chute avec sa gaîté habituelle, et il en fit qualité pour s'intituler homme de lettres et auteur dramatique.

C'est à ce titre que, rencontrant un jour, sur l'escalier du Théâtre-Français, à la sortie du spectacle, un auteur dont la pièce venait d'éprouver un triste sort, il lui dit de loin et très haut :

— Bonsoir, confrère !

L'auteur, peu flatté de l'assimilation, répondit énergiquement :

— Imbécile !

— C'est bien comme cela que je l'entends, riposta Perpignan.

On pourrait citer de lui cent bons mots de cette sorte et beaucoup de meilleurs qui échappent en ce moment à nos souvenirs. Bien qu'agé de soixante-dix ans, Perpignan n'avait rien perdu de la vivacité de son esprit et de la joyeuse animation de son caractère. La fortune et les honneurs étaient venus le visiter dans ces derniers temps dix mille livres de rente vintrent à lui tomber dans sa caisse longtemps vide et il avait reçu la croix dans la promotion du 1er mai. La croix surtout était l'objet de ses vœux les plus ardents, et au moment où ses souhaits étaient satisfaits, lorsqu'il allait enfin jouir des libéralités du sort et de la décoration ministérielle, — il est mort. Il sera regretté dans son emploi d'inspecteur de théâtres, qu'il exerçait avec beaucoup de mansuétude et d'intelligence. Lié avec la plupart des auteurs et des directeurs, il était un médiateur officieux entre les intérêts des théâtres et les exigences de la censure. On pense que Perpignan a laissé des mémoires, qui ne pourraient manquer de contenir des détails fort curieux, — peut-être serons-nous à même d'en recueillir quelques fragments.

PIERRE DURAND.



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 10 JUILLET, 1846.

La Crise Ministerielle.

La Politique du Canada.—Les Réactionnaires aux abois ; leur programme et celui de l'opposition.—Les espérances de l'avenir.

"Nous dirons à la Revue que nous ne sommes pas plus qu'elle partisan d'un *pro-allier ministériel*, et le peuple canadien devra au rédacteur de la Revue une éternelle reconnaissance s'il peut inventer ou suggérer un moyen d'empêcher le renouvellement de ce *pro-allier*. Alors il sera plus adroit que ses patrons, qui malgré tous leurs efforts n'ont pu y parvenir. La Revue nous dira peut-être que ce moyen est tout simple : c'est que les canadiens-français demeurent en dehors des administrations." Ce qui signifie tout ou rien. Certes, le moyen n'est pas nouveau ; il a déjà été employé en 1836, et le peuple du Bas-Canada en ressent encore aujourd'hui les heureux effets. ... Tout ou rien ! A la bonne heure. La Revue nous dira peut-être comment et par quelle forte puissance elle espère triompher dans une partie où elle risque un si important enjeu. Tout ou rien ! Mais la Revue ne voit-elle pas que l'enjeu est déjà au pouvoir de nos adversaires politiques, et qu'il n'est pas besoin de notre consentement pour faire les conditions de la partie qui est déjà perdue pour nous ? Tout ou rien ! Mais qui ne comprend aujourd'hui que l'infirmité canadienne-française est nulle, que la majorité parlementaire appartient à une autre origine et que de fait il ne nous reste rien ?

Le rédacteur de la Revue voudrait-il nous enseigner les moyens par lui inventés pour recouvrer cette majorité qui nous manque ? Nous nous flattons que la Revue répondra à toutes ces questions. — Le Canadien du 26 juin.

La Revue est prête à répondre à toutes ces questions et *quibusdam aliis* ; mais en même temps, on lui permettra d'exprimer toute son opinion sur la politique du Canada. Notre confrère qui trouve la logique et la distinction des autres si faible et si méprisable, se distingue surtout par une souplesse, une versatilité merveilleuse : c'est le plus grand caméléon politique qu'il y ait sur ces bords fortunés. Il est si mobile, si changeant, qu'on peut bien lui appliquer cette définition de Montaigne : " l'homme est un animal ondoyant et divers." En effet, on vain lisons-nous attentivement les colonnes de la feuille réactionnaire, pour trouver ses idées, ses opinions politiques ; en vain cherchons-nous à découvrir de quelle couleur elle est, à quel parti elle appartient — c'est impossible.

Il est bien vrai que le Canadien a sur sa feuille la vieille devise " Nos institutions, notre langue et nos lois," mais cette devise elle-même jure si faiblement avec les articles de sa rédaction, qu'elle est un témoignage éclatant de toute l'étendue de ses fautes ; car en cent occasions, dans ces derniers temps, le Canadien a vu " Nos institutions, notre langue et nos lois," violemment attaqués, sans élever la voix pour réclamer contre ces attaques. Durant les deux dernières sessions, nos institutions, notre langue et nos lois ont en de rudes épreuves à subir. On a vu même des compatriotes s'unir à nos ennemis politiques en tout, et partout, élever la voix pour combattre tout ce qui nous est cher, devenir complaisants de spoliations honnêtes ; que faisait alors le Canadien ? que disait-il ? Rien. Il est resté silencieux. Il n'a pas proféré un mot de blâme ou de censure sur la conduite de MM. Viger, Papineau et Taschereau, ni sur les actes d'une